

La contre-insurrection comme solution stratégique ?

Quelques réflexions à partir du
cas français en Afghanistan

CHEF D'ESCADRONS ALEXANDRE de FÉLIGONDE / STAGIAIRE À L'ÉCOLE DE GUERRE

DÉCEMBRE 2012



La contre-insurrection comme solution stratégique ?

Quelques réflexions à partir du cas français en Afghanistan

CHEF D'ESCADRONS ALEXANDRE de FÉLIGONDE / STAGIAIRE À L'ÉCOLE DE GUERRE

L'engagement français en Afghanistan au sein de l'ISAF⁽¹⁾, au moins sous sa forme actuelle, arrive à son terme. Même si la présence française continuera d'être assurée dans les années à venir⁽²⁾, notamment sous forme d'actions de formation de l'armée et de la police afghanes, les troupes combattantes vivent leurs derniers mois de présence dans ce pays. Ce départ est loin d'être anodin, car ce conflit a rappelé à la France de façon douloureuse que tout engagement militaire pouvait s'accompagner de pertes au combat. Même si celles-ci ont été faibles comparées à celles des Etats-Unis par exemple, voire de la Grande-Bretagne⁽³⁾, ces morts au combat dans ce lointain pays ont été largement relayées par les médias français et ont eu un écho notoire au sein de la population.

Ce départ clôt également un cycle, tant cet engagement en Afghanistan a représenté un creuset pour les troupes françaises qui y ont été engagées, mais aussi le lieu de la transformation réelle de l'armée française d'une armée d'appelés en armée véritablement professionnelle. Les efforts qui ont été consentis pour adapter l'outil de combat aux réalités afghanes ont été soutenus et profonds, aussi bien en termes d'entraînement, de procédures que de matériels⁽⁴⁾. En termes de doctrine, la situation est un peu plus contrastée. Bien que les Français aient été attentifs aux enseignements des engagements américains, notamment

en Irak, redécouvrant au passage au cours des années 2000 des auteurs français majeurs comme Galula et Trinquier, les premières parutions doctrinales n'ont été publiées que tardivement. Ainsi, ce n'est qu'en 2009 que paraît une doctrine de contre-rébellion (FT-13), sous le timbre du centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée de Terre. Cet ouvrage n'embrasse d'ailleurs pas l'ensemble du champ de la guerre irrégulière, s'en tenant volontairement au niveau tactique.

La forme de l'engagement français a en fait beaucoup évolué depuis l'arrivée des premières troupes en 2001. Ce n'est que tardivement, le 1er novembre 2009, que l'essentiel des éléments combattants français⁽⁵⁾ a été regroupé sous la forme d'une brigade, la *Task Force Lafayette*, chargée de la zone de Kapisa-Surobi et placée sous commandement du Commandement Régional Est⁽⁶⁾ de l'ISAF. Les troupes françaises étaient engagées auparavant de façon plus dispersée, mais aussi confrontées à des opérations de sécurisation beaucoup plus simples. C'est finalement avec la création de cette brigade française que les réflexions en matière de contre-insurrection ont « cristallisé », par nécessité et au contact des réalités, parfois cruelles, du terrain. De façon à trouver des solutions à des problèmes nouveaux, dans un contexte de « guerre au milieu des populations », le commandement français s'est alors naturellement tourné vers l'armée américaine et s'est ainsi

(1) *International Security and Assistance Force* : force internationale de sécurité et d'assistance.

(2) Suite au traité d'amitié et de coopération signé le 27 janvier 2012 entre la France et l'Afghanistan.

(3) En septembre 2012, 88 soldats français contre 2 100 Américains et 425 Britanniques.

(4) L'équipement individuel du soldat français a ainsi davantage évolué depuis 2009 qu'au cours des trente années précédentes.

(5) Premier livre à revenir en détail sur l'évolution du dispositif français : Oriane Barat-Ginies, *L'Engagement militaire français en Afghanistan 2001-2011*, Paris, L'Harmattan, 2011.

(6) *Regional Command – East, RC-E*.

largement inspiré du FM 3-24 *Counterinsurgency*, manuel de référence de l'armée américaine⁽⁷⁾, l'adaptant néanmoins au cadre réglementaire, à la sensibilité et à l'expérience françaises⁽⁸⁾. Ce n'est finalement que le 5 novembre 2010 que la DIA-3.4.4 traitant de la contre-insurrection (COIN) est publiée par le Centre Interarmées de Concepts, de Doctrines et d'Expérimentation (CICDE) de l'Etat-major des Armées. La COIN y est définie comme « l'ensemble des activités politiques, économiques, sociale, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population. » Cette publication place ainsi l'approche globale (sécurité-développement-gouvernance) au cœur des préoccupations.

Même avec la création de la *Task Force Lafayette*, qui a donné de la cohérence au dispositif français⁽⁹⁾, et le développement d'un cadre doctrinal, il ne semble cependant pas que les conditions nécessaires aient jamais été réunies en zone française pour que des opérations de COIN efficaces y soient conduites.

CONTRE-INSURRECTION OU CONTRE-TERRORISME EN ZONE FRANÇAISE ?

En cette fin d'année 2009, alors que cette nouvelle brigade française est mise sur pied dans l'est de l'Afghanistan, le général McChrystal, tout juste nommé à la tête de l'ISAF, constate que la situation globale se dégrade et que de nombreuses opportunités ont été gâchées depuis 2001. Il sait que le temps est un facteur-clé dans la résolution de ce conflit : alors

que les responsables politiques des pays membres de la Coalition assurent que les efforts se poursuivront en Afghanistan tant que le pays ne sera pas viable, les opinions publiques commencent en revanche à se faire pressantes et réclament des résultats. L'ISAF souhaite par conséquent conduire des opérations de contre-insurrection simultanément dans les deux zones-clés de l'Afghanistan, c'est-à-dire le Sud et l'Est. Estimant ne pas disposer de suffisamment d'effectifs, le général McChrystal demande donc au Président des Etats-Unis un renfort de 40 000 soldats américains, sur le modèle du *Surge* irakien⁽¹⁰⁾. Le Président Obama n'ayant accepté d'envoyer des renforts qu'à hauteur de 30 000 hommes, l'ISAF décide donc que l'effort ne sera porté que dans le Sud dans un premier temps. Une fois le problème réglé dans cette zone à l'horizon 2012, l'effort sera alors basculé à l'Est. En attendant, les effectifs dans l'Est ne permettront de mener que des opérations de contre-terrorisme, qui ne visent pas à régler le problème de l'insurrection, mais bien à éviter une contagion trop importante ou encore le développement de zones-refuges pour les insurgés. Ces opérations, menées le plus souvent par des forces spéciales, reposent sur un important effort en matière de renseignement, mais ne nécessitent pas d'occuper le terrain et sont donc beaucoup moins consommatrices en troupes. Rien à voir donc avec la COIN, beaucoup plus ambitieuse.

La zone confiée à la *Task Force Lafayette* à compter de fin 2009 est située dans l'est de l'Afghanistan, mais ce ne sont pourtant pas des opérations de contre-terrorisme qui y ont été menées⁽¹¹⁾. Les Français ont toujours eu des effectifs limités sur place⁽¹²⁾ rapportés à la superficie de la zone,

(7) Ecrit sous la houlette du célèbre général Petraeus, ancien directeur de la *Central Intelligence Agency*.

(8) www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/DIA_3-4-4.pdf

(9) Cette organisation, plus cohérente, n'a cependant pas permis au général commandant la *Task Force Lafayette* de gagner en liberté d'action. En effet, son action s'inscrit au niveau tactique au sein d'une division américaine auquel il est subordonné, mais il est en même temps en contact direct avec le niveau stratégique avec d'une part le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) de l'état-major des armées à Paris et d'autre part l'ambassade de France. Ne disposant pas d'un « tampon » du niveau opératif, il est en quelque sorte pris entre deux feux, avec des objectifs qui se sont révélés difficilement conciliables, voire contradictoires.

(10) Voir l'article ci-dessous, tiré d'un blog intitulé *The Long War Journal*, qui dispose d'informations de première main et particulièrement fiables : www.longwarjournal.org/archives/2011/08/the_military_strateg_1.php

(11) Les Américains ont en revanche mené des opérations de contre-terrorisme en zone française, sans toujours en informer les Français.

(12) Les spécialistes de la COIN avancent souvent que le terrain peut être tenu si le ratio de 1 soldat pour 50 habitants est garanti. Les forces françaises en Kapisa-Surobi n'ont jamais été supérieures à 2 800 hommes pour une population afghane locale estimée à 300 à 400 000 personnes...

phénomène encore accentué par la difficulté du relief, mais surtout à la densité de la population. De mieux en mieux dotés en matériel mandat après mandat, mais manquant d'hélicoptères de transport (qui permettent de compenser en partie les difficultés du terrain), ils n'ont en outre pas bénéficié de l'effort des Etats-Unis, focalisés sur leur campagne de contre-insurrection dans la région de Kandahar et dans le Helmand.

Les raisons pour lesquelles les Français ne se sont pas contentés de mener des actions limitées de contre-terrorisme en conformité avec ce qui avait été décidé par l'ISAF n'apparaissent pas clairement. On ne peut écarter le fait que le Commandement Régional Est, commandé successivement par les *82nd* et *101st Airborne*, puis la *1st Cav*, divisions américaines, ait voulu montrer que même sans bénéficiaire de l'effort de l'ISAF, il était possible pour des unités prestigieuses de « pacifier » la zone. Les *Task Force Lafayette* successives ont en fait été confrontées à une double logique de résultats. D'une part, elles devaient démontrer leur efficacité à leurs chefs américains du RC-E et d'autre part justifier les efforts en termes humains, financiers et matériels réalisés par la France. Cette tendance a encore été accentuée du fait que les Français, comme d'ailleurs les principaux pays contributeurs de la Coalition, ont rapidement été pressés par le temps. En effet, l'échéance de retrait de 2014 est inscrite depuis longtemps dans les agendas politiques et déjà citée très clairement à partir du sommet de l'OTAN de Lisbonne, en novembre 2010. La réponse française évidente a consisté à « mettre le paquet » : au bilan, la *Task Force Lafayette* aura réellement fait l'effort pendant environ deux ans, période particulièrement courte.

L'impossible mise en cohérence des calendriers (celui de l'ISAF, celui des Etats-Unis, celui de la France et celui de l'Etat afghan), notamment lorsqu'il s'est agi de préparer et de conduire la transition de la sécurité des forces de la Coalition aux forces afghanes, n'a fait que compliquer encore le travail des troupes françaises.

UNE MISE EN ŒUVRE LABORIEUSE DE L'APPROCHE GLOBALE

La COIN prône la mise en œuvre de l'approche globale qui, dépassant largement la simple approche « cinétique »⁽¹³⁾ (causer des pertes chez l'ennemi), vise à prendre en compte le conflit dans sa globalité, c'est-à-dire sous son triple aspect : sécurité, développement et gouvernance. Cette approche globale nécessite que civils et militaires mènent un travail en étroite collaboration, ce qui n'est facile pour aucune des deux parties. Possédant une riche expérience et particulièrement pragmatiques, les Etats-Unis disposent pour leur part d'un outil très intégré, inter-agences et interministériel⁽¹⁴⁾. Pour le décrire de façon très grossière, cet outil intègre à la fois les services de l'ambassade des Etats-Unis, USAID⁽¹⁵⁾ et les militaires, en particulier les PRT⁽¹⁶⁾. Créé à l'origine en Bosnie dans les années 1990, largement amélioré en Irak, il est beaucoup plus ambitieux que les traditionnelles actions CIMIC⁽¹⁷⁾ menées notamment par les Français, destinées surtout à favoriser l'acceptation de la force par les populations locales, non à mener de véritables actions durables dans le domaine du développement.

Côté français, un Pôle Stabilité (POLSTAB)⁽¹⁸⁾, outil ambitieux créé comme pendant de l'outil militaire

(13) Comme le disait régulièrement le général McChrystal, ancien commandant de l'ISAF : $10 - 2 = 20$, ce qui veut dire que lorsque 2 insurgés afghans sont tués sur une bande de 10, cela provoque la formation d'une bande de 20 insurgés, du fait des logiques de vengeance familiale. Cette équation tend à démontrer que l'approche uniquement arithmétique conduit en fait à une impasse...

(14) L'efficacité de l'outil américain en matière de développement en Afghanistan reste néanmoins très critiquée. Ainsi, plusieurs milliards de dollars ont été injectés dans ce pays depuis 2001, avec des résultats au mieux mitigés...

http://www.lepoint.fr/monde/afghanistan-l-efficacite-des-milliards-de-dollars-des-etats-unis-mise-en-doute-08-06-2011-1340020_24.php

(15) Agence indépendante du gouvernement des États-Unis chargée de développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde.

(16) *Provincial Reconstruction Teams*, équipes intégrées civiles et militaires chargées de mener des opérations visant à améliorer à la fois le développement, la gouvernance, mais aussi la sécurité dans les provinces afghanes. Il convient de signaler que loin d'être la panacée, le rôle des PRT est critiqué de façon récurrente, notamment par de nombreuses ONG. Voir en particulier l'article suivant : www.oxfam.org/fr/policy/quick-impact-quick-collapse

(17) *Civil Military Cooperation*. En français actions civilo-militaires.

(18) La mission précise du POLSTAB est décrite au lien suivant : www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/.../44/44H_tribune.pdf

et dépendant du ministère des Affaires Etrangères (par le biais de l'ambassade de France de Kaboul), a été créé le 1er septembre 2010. Cette création a représenté une étape importante car elle a permis de concrétiser les préoccupations françaises en termes d'approche globale. L'idée était bien alors de créer un cercle vertueux, les militaires créant les conditions de sécurité permettant au POLSTAB de travailler efficacement dans son domaine, celui-ci appuyant lui-même l'action des militaires. Cependant, ce POLSTAB ne s'est pas révélé aussi efficace qu'escompté. Ainsi, même s'il a été créé comme pendant civil de l'outil militaire, il lui a été bien difficile de rivaliser, alors que, par exemple, ses effectifs n'ont jamais dépassé 16 personnes, contre plus de 2 000 pour la *Task Force* Lafayette : pour compter vraiment, encore faut-il atteindre une certaine masse critique... Plus fondamentalement, l'expérience a également montré qu'il devait exister une unité de direction, garante de la cohérence d'ensemble, que l'on ne retrouve pas au sein de ce système bicéphale. Une bonne illustration du « déphasage » au sens large qui existe entre les deux parties est leur rapport respectif au temps. En effet, en matière de gouvernance et de développement, le temps se compte davantage en années qu'en mois, car les besoins doivent d'abord être déterminés précisément, hiérarchisés, puis les projets doivent être montés et financés bien sûr, coordonnés entre eux, pour des effets qui ne seront parfois visibles que bien plus tard. Confrontés à une logique de résultats, les militaires ont à l'opposé souvent tendance à plier les objectifs en matière de développement ou de gouvernance à leurs intérêts immédiats à six mois⁽¹⁹⁾, ce qui représente dans ce domaine un horizon particulièrement limité, voire utopique, en tous les cas souvent contre-productif. Les actions du POLSTAB ont ainsi souvent été considérées comme des moyens de « booster » l'action militaire, alors que le POLSTAB lui-même a davantage cherché à inscrire son action dans la durée, 2-

3 ans au minimum, bien au-delà de l'horizon militaire en tous les cas, d'où d'inévitables heurts.

Plus largement, la coopération entre les ministères des Affaires Etrangères et de la Défense est encore loin d'être optimale, ce qui a nécessairement des conséquences sur le terrain en termes de cohérence des projets. Les militaires font en outre davantage confiance à l'approche « cinétique »⁽²⁰⁾, dont ils pensent globalement maîtriser beaucoup mieux les effets que la plantation de grenadiers⁽²¹⁾ en Kapisa, par exemple. Enfin, avec l'enlèvement des journalistes de France 3 en décembre 2009 (libérés en juin 2011), les mesures de sécurité se sont sérieusement durcies et cette tendance n'a fait que s'accroître avec le temps en zone française, limitant de fait de façon drastique les contacts qu'ont pu entretenir les personnels du POLSTAB avec les Afghans des vallées et donc l'efficacité de leurs actions.

DES RELATIONS LIMITÉES AVEC LA POPULATION AFGHANE

En COIN, la population est à la fois enjeu, victime, mais parfois également acteur du conflit. Pour la Coalition, selon la formule maintes fois utilisée, il s'agit de « gagner les cœurs et les esprits ». En l'occurrence, il faut constater que la population afghane est particulièrement rétive. Rebelle et détestant globalement l'étranger, elle est bien loin de donner son cœur au premier venu, ce dont les Britanniques ou encore les Russes se souviennent de façon cuisante ! Mettant souvent en avant son expérience en termes de relations avec les populations, il ne semble cependant pas que les pratiques de l'armée française aient jamais été en mesure de convaincre la population afghane de se départir au mieux d'une certaine neutralité à son égard. Les raisons en sont multiples. Tout d'abord, les protections qui équipent aujourd'hui toutes les troupes

(19) Amaury de Féligonde, « La Coopération civile en Afghanistan. Une coûteuse illusion ? », IFRI, Focus stratégique, n° 24, août 2010.

www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6160&id_provenance=97

(20) Qui vise à la neutralisation, au moins, de l'adversaire.

(21) Qui produisent des grenades-fruits...

en Afghanistan ne favorisent pas des contacts faciles entre le soldat, caparaçonné des pieds à la tête, et le villageois afghan. Comment rompre la glace alors que ces équipements sont une marque manifeste de méfiance ? Ensuite, il est essentiel, d'après les théoriciens de la COIN, que les troupes évitent de se « bunkériser ». Elles doivent au contraire s'efforcer de vivre au sein de la population de façon à favoriser des contacts permanents, mais aussi à être en mesure de la protéger des pressions, voire des attaques insurgées⁽²²⁾. Malgré de réelles tentatives de « nomadisation » dans la durée menées par les troupes françaises au beau milieu de la zone verte en Kapisa fin 2010-début 2011, il apparaît néanmoins clair que le terrain n'a jamais été occupé en permanence, rendant illusoire des contacts étroits avec la population.

La durée même des missions en Afghanistan est un obstacle à une connaissance profonde de la population : six mois sur place ne permettent pas de développer la connaissance mutuelle et la confiance. Les insurgés, pour leur part, font souvent partie de la famille ou des amis et sont donc présents, quant à eux, pour longtemps... Les villageois, malgré leurs oppositions entre eux, parfois violentes, sont finalement infiniment plus proches des insurgés, du point de vue spatial, mais aussi familial, que des soldats de la Coalition, quels que soient la bonne volonté et les bons sentiments qui animent ces derniers. L'annonce du désengagement français en juillet 2011, justifié officiellement par une réelle amélioration de la situation sécuritaire, mais anticipé par rapport à celui de la Coalition, n'a enfin certainement pas incité la population à accorder sa confiance.

Une autre donnée a singulièrement compliqué le travail des troupes françaises en Kapisa-Surobi.

Celle-ci n'est en effet absolument pas homogène du point de vue ethnique, ce qui a toujours représenté une source de dissensions, voire d'oppositions violentes, même entre villages voisins. Malgré les bouleversements provoqués par trente ans de guerre, cette réalité historique reste néanmoins prégnante aujourd'hui. Comment alors mettre en œuvre une approche globale quand les intérêts et les perceptions sont radicalement différents d'une vallée à l'autre, voire d'un village à l'autre, brouillés qui plus est par la présence régulière de combattants étrangers ?

UNE COOPÉRATION INSUFFISANTE AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ AFGHANES

La formation des forces de sécurité afghanes se révèle particulièrement cruciale aujourd'hui, alors que le retrait d'Afghanistan est bien engagé. Ces forces sont essentielles, non seulement pour soutenir la gouvernance et bien sûr garantir la sécurité des populations, mais aussi pour effectuer ce que les forces de la Coalition font difficilement : entretenir tout simplement le contact avec celles-ci. Or, des opportunités ont également été gâchées dans ce domaine. Autant certaines unités de la *Task Force Lafayette* ont tout fait pour faire progresser l'ANA⁽²³⁾, autant d'autres ne se sont investies qu'à minima, préférant souvent faire le travail elles-mêmes plutôt que de risquer que celui-ci soit moins bien fait. De même, le travail conjoint de l'ANA avec l'ANP⁽²⁴⁾ au quotidien, destiné par exemple à recueillir des preuves permettant de faire condamner les insurgés devant des tribunaux afghans, n'a pas été suffisamment développé. Et pourtant, avec le dispositif OMLT et POMLT⁽²⁵⁾, les Français disposaient d'un bon outil pour faire progresser l'armée afghane dans la lutte contre les in-

(22) Cf. DIA-3.4.4, loc. cit.

(23) *Afghan National Army* : armée nationale afghane.

(24) *Afghan National Police* : police nationale afghane.

(25) *Operational Mentoring and Liaison Team et Police Operational Mentoring and Liaison Team* : équipes de cadres et de spécialistes dont le rôle est de conseiller les militaires de l'ANA ou de l'ANP, de façon à développer l'instruction et l'entraînement. Elles permettent également aux unités de l'ANA de bénéficier des appuis directs de l'ISAF (feu, aérien, renseignement, santé) lorsqu'elles sont engagées au combat. Les OMLT sont désormais dénommées *Advisory Teams* depuis avril 2012.

surgés de façon coordonnée et complémentaire. Certes, un remarquable effort d'instruction et d'entraînement a été accompli par tous les cadres placés au sein de ces équipes, mais les forces afghanes ont en revanche rarement été placées au cœur des opérations menées par la *Task Force Lafayette* et chargées plutôt de missions secondaires. Lorsque cela a été le cas, les initiatives de cet ordre ont été limitées dans le temps, au mieux à la durée d'un mandat de 6 mois. Peu associées aux phases de préparation, de conduite ou encore d'exploitation des enseignements des opérations, elles n'ont également bénéficié qu'à la marge de l'expérience française. Ce n'est que tardivement, mi-2011, que la place centrale des OMLT a réellement été prise en compte, lorsque celles-ci ont été placées directement sous le commandement des GTIA⁽²⁶⁾ de la *Task Force Lafayette*, alors qu'elles étaient autonomes précédemment. Cette mesure a ainsi permis de rapprocher troupes françaises et afghanes.

De façon à favoriser les contacts avec la population, des solutions qui semblent probantes existent, en complément de l'ANA et de l'ANP, mais elles n'ont été mises en œuvre que de façon très partielle en zone française : les Village Stability Operations / Afghan Local Police (ALP)⁽²⁷⁾. Cette initiative américaine vise à binômer des soldats de la Coalition (souvent des Forces Spéciales américaines), avec des milices villageoises, chargées de la sécurité de leur village. Vivant au sein des villages afghans dans des maisons d'apparence banales avec les ALP, mais aussi les familles de ces derniers, ils partagent une même communauté de destin avec les habitants. Ces ALP participent à la fois à l'amélioration de la sécurité, mais aussi de la gouvernance, en étant subordonnés officiellement à l'adjoint du chef de la police du district. Ce modèle représente donc une menace réelle pour les insurgés, comme le prouve le fait que les ALP ont été désignés depuis 2011

comme cible prioritaire de leurs attaques. En zone française, des initiatives similaires ont également été prises : des *Road Maintenance Teams* ont ainsi été créés dès le début de l'année 2010. Cependant ces équipes, qui avaient certes un rôle d'autodéfense, avaient néanmoins une mission beaucoup plus limitée (protéger un tronçon de route jugé essentiel), ont eu des résultats mitigés (les RMT ont été dissoutes et une minorité seulement ont été transformées en ALP), mais surtout, même si les contacts avec les soldats français étaient réguliers, les forces ne vivaient pas en permanence avec celles-ci.

Dans le contexte afghan, l'attitude de la population est centrale, comme cela a été montré précédemment. C'est donc celle-ci qui a représenté le cœur des efforts de l'ISAF depuis 2009. Mais, compte tenu notamment de la volatilité des insurgés, prendre en main réellement la population dans le cadre de la COIN aurait nécessité des effectifs militaires et civils très largement supérieurs à ce qu'ils ont été, même au pic des renforts. Finalement, était-ce la bonne solution ? Concentrer d'emblée les efforts sur la formation des forces de sécurité afghanes, au cœur des volets sécurité et gouvernance, qui représentent en fait les demandes essentielles de la population, n'aurait-il pas été un objectif plus réaliste ? L'ISAF n'aurait-il pas ainsi mieux préparé l'avenir, alors que les Afghans vont rapidement devoir prendre totalement le relais des forces de la Coalition ?

UNE ASYMÉTRIE QUI FAVORISE L'INSURGÉ

La protection du soldat, déjà évoquée, n'a pas seulement des conséquences néfastes en termes de contacts avec la population, mais a mis les troupes françaises dans une posture plutôt défensive, peu

(26) Groupement tactique interarmes : unité du volume du bataillon qui comprend une composante de commandement, une composante infanterie ou blindée et une composante d'appui (comprenant génie, appui-feu, transmissions, maintenance, santé, etc.).

(27) Il faut néanmoins noter que cette solution ne fait pas l'unanimité, un certain nombre d'observateurs estimant que ces ALP risquent de se transformer en *Arbakai*, milices de sombre réputation, qui ont contribué à entretenir la guerre civile en Afghanistan après le départ des Soviétiques. Ce danger est néanmoins bien identifié par l'ISAF, qui cherche à garder ce programme sous contrôle : « par le haut » en sensibilisant le ministère de l'Intérieur afghan ; « par le bas », en formant, puis en suivant de près les ALP formés.

compatible avec la lutte contre l'insurrection. En effet, le port systématique par tout soldat sortant des emprises d'un gilet de protection, d'un sac lui assurant un minimum d'autonomie, ce à quoi s'ajoutent bien sûr l'armement et les munitions, lui a fait perdre toute agilité et par conséquent toute aptitude à la manœuvre et à la surprise. A ces dispositions individuelles s'ajoute l'emploi presque systématique de véhicules blindés pour la même raison, qui utilisent nécessairement les routes carrossables, ce qui limite encore davantage toute vélocité de surprendre l'adversaire. Cette « lourdeur » est d'autant plus handicapante que l'insurgé, pour sa part, ne s'encombre que d'un minimum de matériel, souvent son armement seul, ce qui lui permet de s'infiltrer ou encore de s'esquiver très facilement. Ces dispositions reposent sur une équation simple : davantage de protection = moins de pertes. Mais n'existe-t-il pas une autre approche possible, qui serait plus efficace d'un point de vue tactique, sans être trop coûteux d'un point de vue humain ? Il paraît en effet souhaitable d'alléger le soldat, non systématiquement, mais quand cela est nécessaire. Cet allègement lui rendrait une certaine souplesse lui permettant de manœuvrer, de reprendre l'initiative et de créer de nouveau la surprise. Ce pari serait gagnant dans la mesure où cette prise d'initiative s'accompagnerait très probablement d'une réduction du nombre de pertes. Cependant, cette approche ne peut être viable qu'à condition que les chefs militaires ne puissent être mis en cause par les tribunaux pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui...

CONCLUSION

Les conditions n'ont jamais été réunies en zone de responsabilité française pour conduire des opérations de contre-insurrection. Portées par une certaine mode, mais sentant plus fondamentalement qu'il était nécessaire d'innover afin de s'adapter aux défis du conflit afghan, les troupes françaises ont cherché, souvent en ordre dispersé, à dévelop-

per leurs propres modes d'action, en les plaçant sous le vocable commode de COIN. Cependant, une adaptation incomplète des troupes françaises, des contraintes politiques très fortes ne laissant qu'une marge de manœuvre particulièrement réduite aux militaires, et un horizon temporel trop limité ont été des obstacles majeurs à ce qu'une quelconque stratégie ne produise ses effets dans le cadre de la guerre irrégulière.

Mais le problème fondamental ne réside-t-il pas dans le fait que la COIN ne peut pas faire office de stratégie ? N'est-il pas illusoire de penser que la COIN, considérée comme une « recette magique », répondra à toutes les questions et notamment à la plus fondamentale : que veut-on faire ? Il semble en l'occurrence que la France n'a jamais su ce qu'elle voulait vraiment, coincée entre la logique propre de la Coalition et ses ambitions purement nationales, entre le jeu politique international et les réalités complexes du terrain. Incapable de définir un véritable état final recherché, elle a finalement substitué une logique de moyens (« mettre le paquet ») à une logique de fin (que veut-on vraiment ?). En outre, l'opinion publique française n'a jamais vraiment cru aux discours officiels justifiant cette intervention au sein de l'ISAF. Une intervention qui n'est pas comprise par la population n'est pas soutenable dans la durée : il aurait ainsi été nécessaire d'expliquer clairement aux Français la raison de la présence de leur armée si loin du territoire national.

Il est essentiel que les armées analysent dans le détail cet engagement en Afghanistan dont le volet « combattant » est en passe de s'achever. Elles doivent également communiquer et faire preuve de pédagogie, ce qui s'avère d'autant plus crucial alors qu'un nouveau Livre blanc sur la Défense et de la Sécurité nationale est en cours de rédaction. L'engagement en Afghanistan a été emblématique des engagements récents, et particulièrement pour les forces terrestres. A ce titre, il est possible d'identifier deux risques. Le premier est que cette réalité

de la guerre au milieu des populations telle qu'elle a été vécue en Afghanistan à partir de 2009 soit considérée comme modèle probable des guerres à venir et modèle ainsi profondément les forces terrestres. Le second risque est que l'armée de Terre en particulier soit marginalisée à l'avenir pour n'avoir pas convaincu les responsables politiques de son efficacité, malgré son coût qui peut être jugé prohibitif alors que la crise économique est sévère. A l'heure de nouveaux et douloureux choix budgétaires, probables dans un avenir très proche, les

responsables politiques pourraient alors être tentés par exemple de favoriser le tout aérien⁽²⁸⁾. Les forces terrestres subiraient ainsi, pour de mauvaises raisons, l'effort principal des baisses d'effectifs, perdraient concomitamment des capacités, ce qui aurait pour conséquence d'une part de remettre en cause le statut particulier de la France, « puissance moyenne aux ambitions mondiales », mais qui pourrait également s'avérer catastrophique à l'avenir en cas de « surprise stratégique». ■

(28) En témoigne le commentaire du précédent ministre de la Défense, M. Gérard Longuet, cité par Isabelle Lasserre « La Libye est un cas d'école. C'est un peu l'hypothèse idéale ». www.lefigaro.fr/sciences/2012/03/26/01008-20120326ARTFIG00572-la-contre-insurrection-l-autre-victime-de-l-afghanistan.php

La contre-insurrection comme solution stratégique ?
Quelques réflexions à partir du cas français en Afghanistan

CHEF D'ESCADRONS ALEXANDRE de FÉLIGONDE / STAGIAIRE À L'ÉCOLE DE GUERRE

LES NOTES DE L'IRIS / DÉCEMBRE 2012

À PROPOS DE L'AUTEUR :

Officier de cavalerie, le Chef d'escadrons Alexandre de Féligonde a effectué des missions en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Tchad et Djibouti). Il a également occupé les fonctions d'assistant militaire du chef CJ5 au HQISAF de juillet 2011 à février 2012.

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org